



Exécution budgétaire de l'Arabie saoudite sur les neuf mois de 2020

L'exécution budgétaire des neuf premiers mois de 2020 fait apparaître des revenus en baisse de 24% par rapport à la même période en 2019. Les recettes du secteur pétrolier ont diminué de 33% et ont représenté 59% du total des recettes contre 67% en 2019. En augmentation de 4%, les recettes non pétrolières ont compensé cette baisse, signe d'une reprise graduelle de l'activité hors secteur pétrolier. Les dépenses ont diminué de 3%, composées pour 88% de dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'investissement ont enregistré une baisse de 26%, représentant 12% du total des dépenses. En forte hausse, à près de 50 Mds USD, soit le montant de déficit programmé initialement pour l'ensemble de l'année 2020, le déficit a été financé par des émissions obligataires pour 69% et par ponction sur les réserves en devises pour le solde.

1. La stabilisation des recettes non pétrolières compense en partie la forte baisse des revenus du pétrole

Sur les neuf premiers mois de 2020, les **recettes ont atteint 144 Mds USD, soit 65% des revenus du total des revenus de l'année prévus au budget 2020** (222 Mds USD). Ces revenus **ont diminué de 24% par rapport à la même période en 2019**.

Les **recettes du secteur pétrolier** se sont élevées à 85 Mds USD contre 127 Mds USD sur les trois trimestres de 2019, soit une **baisse de 33%**. Les **recettes pétrolières ont représenté 59% du total des revenus**, contre 67% sur la même période en 2019.

Les **recettes non pétrolières** se sont élevées à 60 Mds USD, en **diminution de seulement 5% par rapport aux neuf premiers mois de 2019** (63 Mds USD). Les impôts et taxes ont représenté 60% de recettes non pétrolières et 25% du total des recettes. La TVA et les droits d'accise (24,7 Mds USD) ont représenté 41,2% des recettes non pétrolières et 17% du total des recettes.

Les revenus du 3^{ème} trimestre ont enregistré une hausse de 4% par rapport à la même période en 2019, malgré la baisse de 30% des revenus pétroliers. Les recettes non pétrolières ont augmenté de 63% sous l'effet de la hausse des recettes en provenance d'entreprises publiques (+87%) et du triplement du taux de la TVA au 1^{er} juillet, de 5% à 15% qui s'est traduit par une augmentation de +37% des recettes de TVA. **Par rapport au 2nd trimestre, les revenus du 3^{ème} trimestre ont augmenté de 61%** pour les mêmes raisons. Cette évolution signale une **reprise graduelle de l'activité après une économie au ralenti au second trimestre**.

2. La diminution des dépenses est modérée à l'exception du poste investissements en forte chute

Sur les neuf premiers mois de 2020, **les dépenses se sont élevées à 194 Mds USD, soit 71% des dépenses programmées au budget 2020** pour l'ensemble de l'année (272 Mds USD). Ces dépenses ont diminué de **3% par rapport à la même période en 2019** (200 Mds USD).

Les dépenses de fonctionnement ont représenté 88% du total des dépenses à 170 Mds USD, quasi stables (+1%) par rapport à la même période en 2019.

Les principaux postes de dépenses ont été, par ordre décroissant : les **rémunérations de la fonction publique** (51% du total des dépenses, en baisse de 1%), les **achats de biens et services** (15% des dépenses,

en augmentation de 17%) les **avantages sociaux** (7% du total des dépenses, en forte baisse de 22%) et les **subventions** (3% du total, en hausse de 5%).

En lien avec un recours accru à l'endettement, les charges financières (4,5 Mds USD) ont augmenté de 8% mais restent faibles dans le total des dépenses de l'Etat (2,3%).

Les **dépenses d'investissement**, programmées à 46 Mds USD pour l'ensemble de l'année 2020 (17% du total des dépenses), se sont élevées à 24 Mds USD sur les neuf premiers mois de 2020, représentant **12% du total des dépenses**. Ce poste a enregistré une **baisse de 26%** par rapport à la même période en 2019 (32 Mds USD). La baisse des dépenses d'investissement avait été annoncée dès le mois mai par le ministre des Finances dans le cadre des mesures de rigueur budgétaire. Il convient cependant de relativiser cette baisse, dans la mesure où un transfert important de ressources est réalisé au bénéfice du fonds souverain *Public Investment Fund* (PIF) et du *National Development Fund* pour le financement de projets d'infrastructures. Par ailleurs, de nombreux projets sont mis en œuvre sous forme de partenariats public-privé, en particulier dans les secteurs de l'eau et de l'électricité, ce qui réduit le rôle de l'État dans le financement de ces secteurs.

Par secteur, l'éducation et la défense ont été les deux premiers postes avec respectivement 40 Mds USD et 36 Mds USD de dépenses, représentant **au total 39% du total des dépenses budgétaires**. La santé et les services sociaux (33 Mds USD) ont représenté 17% des dépenses et la sécurité et l'administration régionale 22 Mds USD, soit 11% du total.

3. En forte hausse, le déficit du 1^{er} semestre a été financé par endettement et ponction sur les réserves en devises

Le déficit budgétaire cumulé des trois premiers trimestres de 2020 s'est élevé à 49 Mds USD, contre seulement 10 Mds USD sur la même période en 2019. Ce déficit atteint le niveau de déficit programmé initialement pour les 12 mois de 2020 (50 Mds USD), soit 6,4% du PIB.

Le déficit des neuf premiers mois a été financé par des émissions obligataires pour 34 Mds USD, dont 12 Mds USD émis sur les marchés internationaux, et par des ponctions sur les réserves en devises pour le solde de 15 Mds USD.

Commentaires

Les autorités saoudiennes n'ont pas communiqué de prévision de déficit budgétaire actualisée tenant compte des conséquences économiques de la crise sanitaire. Le déficit budgétaire de 2020 pourrait s'établir autour de de 11 à 13% du PIB.

L'Arabie saoudite dispose des capacités pour financer un tel niveau de déficit : en révisant à la hausse ses émissions souveraines (la dette publique représentait 24% du PIB fin 2019, soit 190 Mds USD) et en puisant dans ses importantes réserves en devises (57% du PIB, 450 Mds USD).